



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 48 - vendredi 18 mars 2011

Dans ce numéro :

- Fukushima ou l'urgence du socialisme
- Contre la menace du FN « relooké », l'urgence sociale et démocratique !
- Assumer et affirmer le projet du NPA

Fukushima ou l'urgence du socialisme

Le tremblement de terre et le terrible tsunami qui ont frappé le Japon, les images de villages et de villes dévastés, de désolation, les milliers de morts, 20 000 personnes isolées, sans secours, 500 000 déplacées rassemblées dans des centres d'accueil improvisés, le froid, la neige, le drame que vit tout un peuple suscitent dans le monde entier l'émotion, la solidarité mais aussi la colère et la révolte. Le drame que subit le peuple japonais n'est pas seulement celui de la fatalité d'une catastrophe naturelle, il est aussi celui des conséquences d'une politique, de choix sociaux irresponsables qui font passer les intérêts des trusts avant la sécurité des populations. Certes, il n'est pas dans les pouvoirs de l'humanité d'empêcher les catastrophes naturelles, c'est évident, mais il est en son pouvoir d'en limiter les conséquences, de maîtriser au mieux les risques en mettant les connaissances scientifiques et techniques au service des populations et de leur sécurité.

La preuve en est le fait qu'au Japon ce n'est pas le séisme lui-même qui a provoqué le plus de dégâts. Les constructions antisismiques, les systèmes d'alerte qui y ont été développées en particulier depuis le drame de Kobé en 1995 ont permis d'éviter que le séisme lui-même ait les mêmes conséquences dévastatrices que celui, pourtant moindre, qui, il y a un peu plus d'un an, frappait Haïti au prix de plus de 200 000 morts. Face aux vagues du tsunami qui ont déferlé sur les côtes japonaises où vit plus de 80 % de la population, les mesures de prévention antisismiques étaient certes impuissantes mais la catastrophe a pris ensuite une dimension qui, elle, met directement en cause des choix sociaux et politiques. La catastrophe nucléaire dont les spécialistes disent doré et déjà qu'elle pourrait être comparable à celle de Tchernobyl, est bien la conséquence de l'utilisation par les États et les trusts, dans leur folle course au profit, sans aucune maîtrise ni garantie pour les populations, du nucléaire. Quelle folie que le Japon, zone à haut risque sismique, puisse compter 53 centrales nucléaires, gérées par des sociétés privées comme Tepco qui exploite la centrale de Fukushima. Quelle accusation que de voir les moyens dérisoires avec lesquels des travailleurs tentent d'enrayer la catastrophe au prix de leur propre vie. Tepco comme Areva, l'État japonais comme l'État français, le complexe nucléaire de tous les pays ont menti et mentent, la sûreté des installations nucléaires est une fable, la sécurité pour les populations aussi.

Oui, la pire catastrophe qui frappe maintenant, et probablement pour de longues années, les populations du Japon, qui menace aussi les pays proches, n'a rien de naturelle. Elle est le produit de l'aveuglement irresponsable des classes capitalistes aidées et soutenues par les États qui les servent. Elle est le produit d'une société soumise à la dictature technologique, financière, militaire, d'une minorité soucieuse de sa seule puissance comme le fut la première catastrophe nucléaire subie par le Japon suite aux bombardements d'Hiroshima et Nagasaki en 1945.

Et aujourd'hui les mêmes spéculent sur l'effondrement de l'économie japonaise, retirent leurs capitaux pour les investir ailleurs dans l'emballement financier généralisé, globalisé, que connaît le monde.

La science et la technique ne permettent pas d'empêcher les catastrophes naturelles, mais elles permettraient d'anticiper, de protéger les hommes et la planète, de diminuer les risques à condition qu'elles soient utilisées, dirigées, contrôlées.

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

par les populations elles-mêmes dans le souci du bien être et de la sécurité de toutes et tous, de la collectivité, de la préservation des équilibres écologiques.

La catastrophe que vit le Japon participe de cette catastrophe globale qu'est pour toute l'humanité la domination des classes capitalistes. Elle plaide pour une réorganisation de la société, une réorganisation démocratique, planifiée, écologique. Les souffrances des populations du Japon expriment une exigence universelle, celle d'une société socialiste, une société fondée sur la solidarité entre les travailleurs et les peuples pour garantir la sécurité pour les hommes et la planète.

C'est cette exigence que portent aussi les luttes des travailleurs partout dans le monde, tout particulièrement le processus révolutionnaire qui ébranle les classes dominantes du monde arabe et l'impérialisme. Le déchaînement de violence de Kadhafi, les manœuvres des troupes du régime moyenâgeux d'Arabie saoudite, la répression des armées en particulier en Égypte, les manœuvres des grandes puissances, de l'ONU, ne pourront arrêter la roue de l'histoire. Le socialisme est plus que jamais la seule perspective pour que l'humanité puisse sortir de la barbarie capitaliste.

Yvan Lemaitre

Au sommaire

Contre la menace du FN « relooké », l'urgence sociale et démocratique !

Les réactions du monde politique aux récents sondages donnant Marine Le Pen au second tour de la Présidentielle en disent long sur l'impuissance de leurs auteurs, oscillant entre indignation, fausse stupeur et minimisation du problème ... tels Ségolène Royal parlant de « *manipulation de l'opinion* » ou encore Jean-Luc Mélenchon tempêtant que c'est « *invraisemblable ... aussi stupide que si le Père Noël était en tête* »... Quant aux sénateurs UMP et PS, ils viennent de voter pour une loi pour... « *plus de transparence dans les sondages politiques* » ! Des gesticulations qui soulignent le vide de ceux qui prétendent protéger la « démocratie ».

L'influence du FN, aujourd'hui repeint « *couleur Marine* », sa démagogie souverainiste et xénophobe, ses tentatives de relooking pour mieux piéger et désarmer le monde du travail, ne sont pas une invention des sondages. Le FN surf sur la crise, se nourrit des déceptions et du désespoir de ceux qui subissent l'offensive du patronat et des gouvernements présent et passés. Comme sa démagogie nationaliste se nourrit du rejet de cette Europe des capitalistes contre les peuples mis en musique par Sarkozy, Meckel, Zapatero, main dans la main avec le FMI de Strauss-Kahn.

Marine Le Pen se paye le luxe d'en appeler à la « *justice sociale* » au moment où les entreprises du Cac40 annoncent 83 milliards de bénéfices, en hausse de 85 % sur un an. Elle, dont l'objectif est de faire de son parti un parti de gouvernement pour la bourgeoisie à l'instar de l'extrême droite d'autres pays européens, n'avait pas hésité à déclarer, en décembre dernier : « *le Front National n'est pas l'ami du CAC40 ... il combat la régression sociale promue par le Medef et infligée aux Français par ses alliés UMP et PS* ».

Lundi dernier, sur l'île italienne de Lampedusa, elle s'affichait aux côtés d'un député européen italien de la Ligue du nord. Entourée du service d'ordre, devant nombre de caméras et... quelques réfugiés d'Afrique du Nord, fuyant la misère et l'exploitation pour le compte des multinationales européennes, elle déclarait avec sa grossièreté naturelle, conspuée par des militants antiracistes : « *j'ai beaucoup de compassion pour vous. Mais l'Europe n'a pas la capacité de vous accueillir, nous n'avons plus les moyens financiers* » !

Sarkozy s'était fait fort d'aspirer les voix du FN. Candidat du tout sécuritaire, il en avait raflé une partie en 2007. Depuis, il n'a eu de cesse de chasser sur ce même terrain, multipliant avec ses compères Hortefeux et Besson petites phrases, déclarations et lois racistes et « sécuritaires ». Mais le scénario de la grande gueule du « *Casse-toi pauvre con* » ou du « *Descends le dire ici si t'es un homme* »... l'homme de « *l'identité nationale* » et de la « *chrétienté* », a tourné à la farce : celui qui prétendait siphonner le FN se fait siphonner à son tour, par encore plus « décomplexé » que lui !

La fuite en avant de Sarkozy, ou le siphonneur siphonné...

Le fameux débat sur « *la place de l'Islam en France* », qui a provoqué la polémique jusque dans les rangs de l'UMP ne peut qu'ouvrir encore plus grande la voie au FN, comme le débat sur l'identité nationale l'avait fait avant les Régionales. « *Un petit débat, un petit blabla sur l'Islam, la laïcité, et je pense effectivement que nous pourrions terminer la présidentielle à 25 %* » s'est d'ailleurs empressée de commenter M. Le Pen.

Mais pourquoi s'arrêter en si bon chemin quand on peut faire un pèlerinage au Puy-en-Velay en parlant l'air béat de « *La France que nous aimons, la France dont nous sommes fiers, la France qui a des racines* », ajoutant « *la chrétienté nous a laissé un magnifique héritage de civilisation et de culture... nous devons l'assumer sans complexe et sans fausse pudeur* ». Côté complexes, les réactionnaires de tous poils sont de toute évidence en train de s'en affranchir, si tant est qu'ils en aient eu... Les propos de Chantal Brunel, députée UMP en témoignent : « *Il faut rassurer les Français sur toutes les migrations de populations qui viendraient de la Méditerranée. Après tout remettons-les dans les bateaux !* ». Des propos d'une crasse et d'une brutalité totalement assumées par l'ancienne porte-parole de l'UMP.

Quant à Chatel, il vient de s'en prendre aux mères de famille portant le foulard, désormais interdites d'accompagner leurs enfants lors des sorties scolaires ! Sans parler de la promotion de Longuet, décomplexé et provocateur de longue date qui a toujours revendiqué son passé d'extrême droite à Occident, promoteur de l'Algérie Française, alors habitué aux affrontements physiques... Dernier exemple, Eric Zemmour condamné pour propos racistes (mais toujours chroniqueur sur France 2) devenu maître à penser des élus UMP qu'il a appelés, entre autre, à « *supprimer l'action pénale pour les associations antiracistes* », ajoutant devant une assemblée conquise « *pendant que vous y êtes, si vous pouviez supprimer leurs subventions, cela ferait du bien au budget de l'Etat* »...

L'UMP, ce rassemblement des diverses droites constitué en 2002 dans l'espoir de réduire l'espace du FN, a des relents de décomposition. Quant à son chef, Sarkozy, son agitation en tous sens, ses remaniements successifs de gouvernement ne changent rien : le discrédit est croissant. Même pour son camp il en fait trop. Juppé semble avoir très modérément apprécié la mise devant le fait accompli concernant la proposition d'intervention militaire européenne en Lybie. Et le conseil constitutionnel, pas vraiment réputé progressiste, vient de retoquer l'essentiel de la dernière loi liberticide LOPPSI 2.

Une fuite en avant et un effondrement sur lesquels surfe le FN tandis que le PS, qui se présente comme un rempart, n'a d'autre politique que de parvenir au pouvoir pour gérer la crise.

Comment prétendre gérer la crise capitaliste et s'opposer au FN ?

La langue de bois des chefs de file du PS illustre l'imposture. « *Il faut être capable de donner une espérance si on veut éviter toute vulnérabilité [...] et si on veut donner le visage d'un nouveau président, il faut trouver une incarnation* » déclare Hollande, tandis que Martine Aubry explique dans la préface du livre au titre-programme « *Pour changer de civilisation* » écrit avec 50 « chercheurs » : « *Nous avons besoin de Nouvelles Lumières, d'un exercice de raison face aux fureurs du monde... Nos idées ont un futur. La prochaine gauche s'avance, une gauche forte de ses valeurs et forte d'un projet pour changer de civilisation.* » !

Le « projet » est simple : revenir aux affaires à la tête de l'Etat alors même que la crise accentue la guerre de classe, que le capitalisme ne peut se survivre qu'en soutirant toujours plus de richesses aux travailleurs et aux peuples, que la finance exige paiement cash et que les Etats prennent à la gorge leurs populations et leur imposent des plans drastiques, quelle que soit la couleur des gouvernements.

Non seulement le PS est au gouvernement en Grèce, en Espagne ou au Portugal, son présidentiable à la tête du FMI, mais il est aussi au pouvoir ici dans les Régions et les Conseils généraux où il n'a d'autre politique économique que celle que mène le gouvernement. Et personne n'a oublié le bilan des gouvernements passés de « l'union de la gauche » puis de la « gauche plurielle » qui ont, entre autre, fait le lit de la droite et du FN.

C'est suite au gouvernement Jospin et à sa politique toute au service de la finance (il a davantage privatisé que Balladur et Juppé réunis) que Le Pen père a accédé au 2^{ème} tour de la Présidentielle et que Chirac a été élu avec plus de 82 % des voix... Et la montée du FN dans les années 80 s'est construite alors que les premiers gouvernements de gauche se chargeaient de faire payer la crise à la classe ouvrière, que Mauroy bloquait les salaires et qualifiait les grèves dans l'automobile de « *grève des ayatollahs* ».

Martine Aubry, ancienne ministre de Bérégovoy et Jospin, ancienne directrice-adjointe du groupe métallurgique Pechiney, peut aujourd'hui parler de faire « *face aux fureurs du monde* »...

Le « nouveau » profil du FN, la démagogie pour désarmer la classe ouvrière d'un parti qui postule à gouverner

Marine Le Pen se fait fort de dénoncer l'« UMPS » : « *Une partie de plus en plus importante des Français se sent dépassée de leur propre pays par l'immigration d'un côté et par la mondialisation. Ils sont conscients que l'UMPS est responsable de cette situation et qu'ils ont la possibilité de faire un autre choix* ».

Pour représenter cet autre choix, elle a tracé la route lors du congrès du FN : « *Je me fixe dès à présent pour objectif de faire du Front national avec vous l'instrument puissant, le plus efficace et le plus performant qui soit dans notre stratégie de conquête du pouvoir* ».

Pour cela elle travaille son image et son discours et s'adresse en particulier au monde du travail, défendant « *une économie morale dans laquelle le marché est contrôlé par l'Etat et avec un partage équitable des profits du travail pour éviter le désordre et l'anarchie sociale* ». Entourée d'un staff de « spécialistes » recrutés parmi de hauts fonctionnaires des ministères pour certains, voire

de « personnalités » passées par la « gauche », elle prend quelques distances avec la brutalité crasse de son père et son profil de mercenaire. Elle prétend avoir un programme qui ne se résume pas à « renvoyer les immigrés chez eux », fait sans rire des allusions aux Droits de l'homme et se réclame de la République.

Il lui faut peaufiner l'image, limer les aspects les plus grossiers du FN non seulement pour rallier les voix mais pour postuler à être cet « *instrument efficace* » qui peut être utile à la bourgeoisie. Un parti capable de s'implanter dans une fraction du monde du travail pour mieux le désarmer.

Le nouveau discours du FN se veut « social » : défense des emplois des « Français », défense des services publics, dénonciation des délocalisations, retour à l'échelle mobile des salaires et des prix... de quoi surprendre, dérouter, voire séduire les plus fragiles, les moins conscients, face aux renoncements et à l'impasse de la gauche libérale, à la crise... Et la mise en avant de candidats FN par ailleurs militants syndicaux CGT ou FO, pour l'un d'eux ayant fait un bref passage à l'extrême gauche, fait partie de la stratégie.

Une stratégie pas nouvelle mais qui, du fait de la situation, prend aujourd'hui une autre signification. Dans les années 90, le FN avait déjà tenté de surfer sur le mécontentement, la colère et les luttes ouvrières, cherchant à implanter des syndicats FN. Au lendemain du mouvement de novembre-décembre 95 chez les cheminots et le secteur public, Bruno Mégret avait déclaré : « *Les luttes sociales vont progressivement rejoindre le combat contre la mondialisation. Et, dans le secteur public, nous pouvons incarner un point d'ancrage clair* ». Une politique que la fille Le Pen tente aujourd'hui d'amplifier pour rallier voix mais aussi forces militantes dans les quartiers populaires et si possible les entreprises. Son parti postule au pouvoir pour diviser, désorganiser et désarmer politiquement le monde du travail... Et si demain la situation le nécessite pour la bourgeoisie, il sera prêt à utiliser d'autres méthodes pour briser les résistances ouvrières.

En attendant il prétend se donner un profil moderne, parle au nom de la démocratie, et épingle ce qu'il peut sur son tableau de chasse tel Collard, l'avocat sulfureux qui ne cache pas sa sympathie et défend le FN dans l'affaire de l'exclusion de la CGT d'un de leurs militants.

Urgence démocratique et sociale, un même combat politique, celui des opprimés

Face au danger que constitue l'extrême droite « nouvelle tendance » qui prétend masquer sa vulgarité et sa brutalité derrière un décor de carton pâte, il y a urgence.

Celle bien sûr de dénoncer le projet du Front national comme l'ont fait jeudi dans un communiqué commun CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA : « *les organisations syndicales ne peuvent rester indifférentes à l'utilisation de la situation sociale pour promouvoir certaines thèses dans le débat public comme le fait le Front national. La thèse de la préférence nationale est antinomique avec les valeurs fondamentales du syndicalisme. L'exclusion, le rejet de l'autre, le repli de la France sur elle-même et la fermeture des frontières, la désignation de boucs émissaires, la dénonciation de l'immigration comme responsable de tous les maux sont des attitudes qui, l'histoire en témoigne, ne peuvent conduire qu'au pire* ». Mais c'est là le minimum qui laisse cependant le problème entier.

Combattre le FN, en détourner ceux qui sont tentés par sa démagogie, ne peut se faire seulement en affirmant que ce « *n'est pas un parti comme les autres* » pour reprendre des termes du même communiqué. D'autant que c'est dédouaner bien vite le parti des Longuet, Devedjian ou Guéant pour ne citer qu'eux. Ce dernier, secrétaire général de l'Elysée jusqu'à sa récente promotion au ministère de l'Intérieur, déclarait jeudi « *Les Français veulent que la France reste la France... Les Français, à force d'immigration incontrôlée, ont parfois le sentiment de ne plus être chez eux* », permettant à M. Le Pen d'ironiser : « *il pourrait être adhérent d'honneur du Front national puisqu'il est touché par la grâce* »... Où passe la frontière ? La bourgeoisie choisit son personnel politique en fonction des situations, sa seule ligne de démarcation c'est ses intérêts de classe.

On aura aussi bien du mal à combattre l'influence du FN en regrettant, comme le fait le même communiqué en préambule un « *dialogue social insuffisant* ». Il ne peut y avoir de « dialogue social », ces mots si chers à Sarkozy et au patronat : c'est au contraire l'affrontement nécessaire pour faire payer les financiers qu'il s'agit de préparer. Un affrontement que nous n'avons pas été en mesure de mener pour faire plier Sarkozy sur les retraites, que n'ont pas voulu les directions des confédérations. Et l'échec que nous avons subi, ajouté à bien d'autres reculs, pèse lourd aujourd'hui parmi les travailleurs et ce sont bien de ces échecs que se nourrit la démagogie du FN.

L'urgence est à construire, renforcer le mouvement ouvrier dans les entreprises, les quartiers, dans les syndicats, sur des bases d'indépendance de classe, osant contester le pouvoir d'une minorité qui menace de plonger la société entière dans la barbarie. Cela veut dire ne pas craindre de défendre une autre politique que celle de la gauche libérale mais aussi des directions syndicales réformistes qui se sont laissé embourber dans le « dialogue social ».

Le combat contre l'influence du FN est un combat qui se mène dans l'activité quotidienne, dans le camp des travailleurs, de la démocratie, à travers chaque mobilisation, chaque résistance.

La seule « alternative » pour les classes populaires, pour le monde du travail, pour les peuples, c'est celle qui pose la question politique d'une autre répartition des richesses pour répondre aux besoins et droits fondamentaux du plus grand nombre. Cela ne pourra être imposé que par les luttes et l'organisation des opprimés eux-mêmes. La question est celle du pouvoir : celui des multinationales qui disposent d'un large éventail de personnel politique prétendant à

gouverner pour leur compte ; ou celui des opprimés eux-mêmes, regroupés pour imposer leurs exigences contre l'oppression capitaliste.

Pour cela il est nécessaire de formuler un programme portant ces exigences, le droit de chacun à un salaire, des revenus décents, l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous, la défense des droits sociaux, des services publics, et qui pose la question du contrôle de la marche de la société, de l'économie, de la finance par les travailleurs et la population. Un programme pour les luttes quotidiennes du monde du travail, pour regrouper autour de la légitimité de ces exigences, permettre à chacun de s'organiser pour être acteur de sa propre vie, pour gagner à travers chaque résistance, chaque action collective un bout de démocratie. Un programme pour tous ceux qui, dans les entreprises, les quartiers populaires, sont révoltés par la marche des choses et qui aujourd'hui cherchent à agir mais ont besoin de reprendre confiance. Confiance en eux-mêmes, en la capacité de l'action collective des opprimés pour mener le combat politique contre le capitalisme.

Ce combat pour l'urgence sociale et démocratique n'a pas de frontière, il est celui de la solidarité internationale de tous les opprimés.

Isabelle Ufferte

Au sommaire

Assumer et affirmer le projet du NPA

Dans une tribune publiée dans *l'Humanité* le 8 mars, 6 camarades expliquent les raisons de leur démission du parti : « *Juste après son premier congrès, il semble bien que l'heure des comptes a sonné pour le NPA. Le constat qui s'impose de plus en plus largement est celui de l'échec sans appel du projet fondateur* », écrivent-ils. « *Le NPA a échoué à rassembler les anticapitalistes pour devenir l'élément moteur d'une alternative à gauche du PS* » continuent ces camarades justifiant leur ralliement au Front de Gauche pour « *bousculer les rapports de forces à gauche, ébranler la domination du PS en son sein* ».

Cette prise de position pose un réel problème quant à la compréhension du projet du NPA qu'avaient celles et ceux qui s'y sont engagés, compréhension de toute évidence différente. Et sans aucun doute une des tâches urgentes que les militantes et les militants du NPA ont devant eux est de clarifier les choses, de lever les ambiguïtés, d'une certaine façon de redéfinir notre parti, de le refonder. Notre projet vise à regrouper les anticapitalistes et les révolutionnaires pour jeter les bases d'une réorganisation par en bas du mouvement ouvrier, loin des combinaisons d'appareils et des impasses institutionnelles. Notre horizon n'a jamais été celui de « *bousculer les rapports de forces à gauche* ». Le sort des classes populaires ne dépend pas des rapports de forces parlementaires tant ceux-ci ne recourent plus, depuis longtemps déjà, des intérêts sociaux opposés mais de la capacité à s'organiser, à regrouper ses forces autour d'un programme de classe, de défense des intérêts des salariés pour préparer l'affrontement avec les classes possédantes dans la perspective d'une rupture révolutionnaire, d'une société socialiste.

A l'origine du NPA : surmonter la crise du mouvement ouvrier face à la crise du capitalisme

Le NPA est né il y a un peu plus de deux ans d'une politique volontariste pour répondre à la faillite des partis de gauche, à leur incapacité à répondre aux aspirations des travailleurs. Il est né d'un choix politique et de l'analyse d'une période qui permettait d'en jeter les bases.

La question d'un nouveau parti des travailleurs n'était pas nouvelle : elle était posée dès 1995, non pas en termes généraux mais comme une nécessité et une possibilité concrète permises par l'évolution de la situation politique et sociale.

L'effondrement du stalinisme, l'adaptation de la gauche gouvernementale à l'offensive libérale née de la mondialisation capitaliste, le décrochage des classes populaires avec les partis de gauche, le renouveau des luttes, étaient autant d'éléments qui créaient une situation nouvelle. Le vote qui s'était porté sur la candidature d'Arlette Laguiller lors de l'élection présidentielle de 1995 était le signe que la construction d'un nouveau parti capable de fixer des objectifs aux luttes pour changer le rapport de force pouvait être un objectif politique et militant immédiat. Malheureusement, Lutte Ouvrière, après avoir lancé un appel en ce sens, choisissait de renoncer à ce projet et s'enfermait dans une logique sectaire d'auto-affirmation. Ce qui aurait pu être une démarche en direction des militants du PC, des travailleurs du rang, de la jeunesse, des autres organisations d'extrême gauche se solda en fin de compte par la seule perspective d'une auto construction de l'organisation dans un splendide isolement.

Deux ans après le mouvement de novembre décembre 95, le retour de la gauche aux affaires en 97 sous la bannière de la gauche plurielle, le PS flanqué des Verts et du PC, approfondissait le rejet d'une fraction croissante de salariés vis-à-

vis des partis de la gauche gouvernementale avec le résultat que l'on sait : l'effondrement du PC, la défaite du PS et le duel Chirac-Le Pen du second tour de la présidentielle de 2002.

Ensemble, Arlette Laguiller et Olivier Besancenot totalisaient alors près de 10 % des voix et plus de 2,8 millions de voix, confirmant la vitalité et la permanence d'un vote significatif pour des candidats anticapitalistes.

En 2007, résistant à la logique institutionnelle du prétendu vote utile, deux millions d'électeurs votaient à nouveau pour Olivier Besancenot et Arlette Laguiller pour faire entendre dans l'élection le renouveau des luttes, notamment celles de 2003 sur les retraites et la victoire de la jeunesse contre le CPE en 2006, sans oublier la gifle politique envoyée aux libéraux de gauche et de droite à l'occasion du référendum du 29 mai 2005.

C'est bien la capacité à exprimer la révolte et la colère du monde du travail, la pleine indépendance de la gauche anticapitaliste et révolutionnaire, non seulement vis-à-vis des sociaux-libéraux mais aussi vis-à-vis du renoncement et de la capitulation des forces antilibérales discréditées par leur participation gouvernementale passée, qui a permis l'affirmation de ce courant anticapitaliste dans la jeunesse et le monde du travail.

Se posait alors la nécessité de prendre une nouvelle initiative pour organiser ce courant de sympathie, jeter les bases d'un nouveau parti non pas dans l'optique d'une impossible recombinaison de la gauche de la gauche alliant anticapitalistes et antilibéraux, autour d'un parti « large » et « non délimité » (projet qui avait été celui de la LCR au début des années 90), mais en nous adressant à tous les militants, non-organisés, équipes syndicales combattives, jeunes, pour construire ensemble un outil pour la lutte des classes et la rupture avec le capitalisme, indépendant de la gauche gouvernementale et des institutions. Un projet qui s'articule autour d'un plan d'urgence social et démocratique défini dans le cadre d'une démarche transitoire posant la question du pouvoir politique et économique, la perspective d'un gouvernement des travailleurs pour remettre en cause le pouvoir de la propriété privée.

C'est cette démarche, loin des recombinaisons au sommet, loin aussi de toute auto-construction sectaire qui était au cœur de la démarche initiée par la LCR pour fonder le NPA, pour redéployer le mouvement ouvrier sur des bases démocratiques et révolutionnaires.

Après l'échec du 1^{er} congrès, réarmer le parti

Force est de constater que plus de deux ans après sa fondation, le contraste est saisissant entre les difficultés que nous traversons et les bouleversements en cours, l'exacerbation des affrontements de classe, la vague révolutionnaire commencée en Tunisie, l'accélération des changements de rapports de force provoqués par la crise qui mettent plus que jamais à l'ordre du jour la défense résolue d'un plan de rupture anticapitaliste. La crise qu'a révélée le premier congrès du NPA, les difficultés de sa direction à formuler une politique et prendre les initiatives à la mesure de la situation politique et sociale, oblige, au-delà des doutes, des interrogations, voire des inquiétudes sur l'avenir même du parti que ressentent de nombreux camarades, à faire un indispensable point d'étape pour analyser, débattre, trouver ensemble les moyens de la surmonter pour aller de l'avant.

Nos difficultés renvoient certes à celles que connaît le mouvement ouvrier dans son ensemble, au rapport de force dégradé, à l'échec et aux limites des luttes qui ne trouvent pour le moment pas les ressources pour porter directement une perspective politique de rupture et de contestation globale indépendante des institutions et de l'impasse de l'alternance au service des classes possédantes qui se dessine pour 2012. Il ne s'agit pas de nier ces facteurs mais nos difficultés renvoient également à nos propres faiblesses, nos hésitations à assumer notre propre identité politique, à aller au bout du défi audacieux que nous avons relevé en fondant le NPA. D'une certaine façon les deux questions sont liées. Refonder le NPA, c'est refonder un projet politique, un programme dont les principes fondateurs n'étaient qu'une ébauche, une indication, une feuille de route. La crise du mouvement ouvrier est liée à son abandon d'une politique fondée sur l'indépendance de classe et une perspective de transformation démocratique et révolutionnaire de la société. Contribuer à la renaissance du mouvement ouvrier passe en conséquence inévitablement par l'écriture, la mise en forme de cette politique dans le contexte radicalement nouveau du monde aujourd'hui. Cette écriture participe de la construction même du NPA.

L'accélération de la crise économique, aboutissement de l'offensive libérale qui a suivi l'effondrement du mur de Berlin et la chute de l'URSS, l'impasse de plus en plus manifeste que constitue le système capitaliste, le caractère entièrement parasitaire de la perpétuation de la domination des classes possédantes, les ravages écologiques, sociaux qu'elle induit, soulignent pourtant la validité et l'actualité brûlante de notre projet : celui d'un parti pour offrir la seule solution à la hauteur de la crise capitaliste, la rupture avec le système lui-même. Réarmer le parti, c'est saisir, approfondir, s'emparer pleinement de ce que nous écrivions dans nos textes fondateurs : « *La logique du système invalide les prétentions de le moraliser, de le réguler ou de le réformer, de l'humaniser, qu'elles soient sincères ou hypocrites. La logique du système contribue par là même à créer les conditions de son renversement, d'une transformation révolutionnaire de la société, en démontrant quotidiennement à quel point il est vrai que le bien-être, la démocratie, la paix sont incompatibles avec la propriété privée des grands moyens de production.* »

L'idée à la base de notre projet est qu'il n'y a pas d'issue à la régression sociale, démocratique, écologique dans laquelle

la politique des classes dominantes plonge le monde, en dehors de l'intervention directe des travailleurs et de la population. Il n'y a pas de sortie de crise sans transformation du rapport de force entre les classes. « *C'est par le développement et la généralisation des luttes, des grèves généralisées et prolongées que l'on peut bloquer les attaques, imposer des revendications. C'est le rapport de forces issu de la mobilisation qui peut permettre la mise en place d'un gouvernement qui imposera des mesures radicales en rupture avec le système et engage une transformation révolutionnaire de la société* » écrivions-nous lors du congrès fondateur.

L'antilibéralisme n'est pas soluble dans l'anticapitalisme

La perspective d'un changement par la voie électorale incarnée par le Front de Gauche ne peut être la nôtre. Les alliances sur le terrain électoral avec les forces antibérales, à l'occasion des dernières élections régionales et des cantonales aujourd'hui, non seulement brouillent notre image mais nous empêchent d'assumer pleinement notre projet. Il ne s'agit pas d'écarter par avance toute alliance y compris sur le terrain électoral mais à condition qu'elle se fasse sur une base claire, une commune volonté de porter les exigences du monde du travail face à la politique des classes dominantes. De ce point de vue, notre parti a manqué et manque de fermeté. Le réarmer implique de clarifier nos rapports avec la gauche antilibérale et notre stratégie. Les échéances électorales de 2012 nous y obligent.

Si notre premier congrès a montré que la perspective d'un front social et politique permanent avec le Front de Gauche est minoritaire dans le parti, la majorité qui rejetait cette perspective n'a pas réussi à se rassembler, à formuler une politique pour préserver la pleine indépendance du NPA par rapport aux antilibéraux. Au moment où la vie politique se polarise une fois de plus autour des échéances électorales, celles de 2012, que le Front National montre qu'il parvient à capter et à dévoyer la colère des exclus sur le terrain populiste et raciste, il est vital pour notre camp social de parler notre propre voix face au jeu truqué de l'alternance institutionnelle au service des classes possédantes qui nourrit l'extrême-droite.

Nous devons avoir une politique en direction des partis de la gauche antilibérale dont nous côtoyons les militants dans les mobilisations sociales, mais le point de départ de cette politique ne peut être qu'une entière indépendance par rapport à la politique de leurs directions, faute de quoi ce sont eux qui pourraient nous entraîner sur une orientation et une stratégie qui ne sont pas les nôtres.

Déjà les discussions avec les forces antilibérales (collectifs Bové, PCF, etc.) autour de l'élection de 2007 avaient montré l'impossibilité de s'allier à ces courants tout en restant indépendant du PS.

Aujourd'hui comme hier, l'horizon des antilibéraux se limite à gouverner « à gauche » dans la perspective d'une majorité gouvernementale avec le PS. Ils le disent, ils l'écrivent et veulent en convaincre leurs propres militants et électeurs : « *Ne laissons pas croire qu'il y aurait à gauche, d'un côté un chevalier blanc (le Front de gauche) porteur de toutes les vertus et de la pureté révolutionnaire, et de l'autre un chevalier noir (le Parti Socialiste et ses alliés) affublé de tous les maux et vendu au capitalisme. Ce qui importe, c'est d'emmener toute la cavalerie dans la bonne direction* » écrit Chassaigne dans une lettre envoyée aux militants du PC pour promouvoir sa candidature face à celle de Mélenchon. Certes, ce dernier de son côté ne cesse de dire qu'il ne veut pas de Strauss Kahn, qu'il n'ira pas au gouvernement avec les socialistes. Certes, mais cette hypothèse ne dépend pas de son seul choix et sauf rapport de force radicalement changé, il est peu probable que le PS veuille de lui. Alors autant dire non avant d'être éconduit. Par contre, la politique du PC est sur cette question assez claire.

Mais le fond n'est pas là. Que la gauche antilibérale participe ou pas à une coalition de gauche comme dans le passé, cette fois sous la houlette probable de l'actuel directeur du FMI, une chose est sûre : le développement de la crise, et particulièrement la question de la dette qui accentue la pression des marchés sur la politique de tous les gouvernements, fixe par avance le cadre dans lequel s'inscrira la politique menée par un futur gouvernement socialiste, ruine toutes les prétentions à gouverner à gauche. Cette vérité s'imposera à tout gouvernement quels que soient les rapports de force au sein de la gauche institutionnelle, libérale ou partisane de la révolution citoyenne.

Le PS annonce d'ores et déjà la couleur en espérant que le rejet massif de Sarkozy sera suffisant pour garantir son retour aux affaires. Président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, proche de Dominique Strauss-Kahn et député PS, Jérôme Cahuzac avertit : « *Le gouvernement actuel ferait la moitié de ce qu'il annoncé, que cela ne suffirait pas à maîtriser nos dépenses. Et il faudra donc demander aux Français un effort supplémentaire* », « *il faudra une politique de rigueur* » pour réduire les déficits publics. Pas question donc de faire payer les riches. Ce seront encore les travailleurs, les classes populaires qui devront régler l'ardoise. Mais à voir la politique d'austérité menée par les gouvernements socialistes au Portugal, en Grèce ou en Espagne, sous les injonctions des agences de notation et du FMI, qui pouvait douter qu'il en serait autrement ?

Reconnaître la légitimité de la dette de l'Etat alors que celle-ci est le résultat de toute la politique libérale des gouvernements passés, des baisses d'impôts pour les plus riches, pour les entreprises, du sauvetage des banques qui affichent à nouveau des profits mirobolants, c'est renoncer par avance à répondre à l'urgence sociale, aux exigences des classes populaires. Dire qu'il est possible de changer la vie dans le cadre de la crise, sans rompre avec le capitalisme et ses institutions, sans répudier la dette dont le seul paiement des intérêts représente aujourd'hui le premier poste de dépense de l'Etat, est une vue de l'esprit.

Dans ce contexte, la politique de « *rassemblement majoritaire* » mise en avant par le Front de Gauche, loin de « *bousculer les rapports de force à gauche* » ou de gauchir la politique du PS, est une impasse.

Dans les luttes et dans les élections, une seule et même politique de classe pour préparer l'affrontement

Il n'y a pas de réponse institutionnelle ou électorale à la situation à laquelle les classes populaires sont confrontées. Il n'y a, du point de vue des anticapitalistes et des révolutionnaires, aucun débouché politique en dehors des mobilisations sur le terrain social, de la prise en main de leurs luttes par les travailleurs eux-mêmes.

Notre cohérence et l'impact que nous pouvons avoir résultent de notre conviction que les luttes sont suffisantes et nécessaires si, en leur sein, se dégage une volonté politique de lier la question de la répartition des richesses à la question du pouvoir politique et économique, à la perspective d'un gouvernement des travailleurs.

Contre l'alternance au service des classes possédantes qui se dessine pour 2012, le texte « Nos réponses à la crise », adopté par le congrès, trace la ligne pour garder le cap de nos principes fondateurs et de notre projet de rupture avec le système capitaliste.

A l'heure où les profits des grands groupes capitalistes repartent de plus belle, il faut non seulement conforter la légitimité du combat de tous ceux qui refusent de payer la crise, exigent des salaires décents, refusent de perdre leur emploi, s'opposent à la liquidation des services sociaux, des services publics, au saccage de l'environnement, refusent les plans d'austérité auxquels la dette publique sert de prétexte, mais il faut aussi mettre en avant un programme offensif qui réponde aux besoins vitaux des classes populaires.

Un programme qui part de mesures d'urgence pour faire face aux conséquences de l'offensive patronale sur les conditions d'existence des travailleurs (augmentation de 300 euros de tous les salaires, SMIC à 1500 euros nets, interdiction des licenciements, baisse du temps de travail jusqu'à résorption du chômage...) et qui pose inévitablement la question de qui décide, de qui contrôle dans la société.

Ce sont ces exigences qu'il nous faut populariser largement dans notre travail quotidien comme demain lors de l'échéance présidentielle pour regrouper les forces de ceux qui ne veulent rien lâcher, quel que soit le gouvernement qui sortira des urnes.

Alors que les révolutions au Maghreb et au Moyen-Orient se poursuivent, s'approfondissent, que la vague de contestation sociale contre les politiques d'austérité gagne jusqu'au cœur des Etats-Unis, dans le Wisconsin, l'heure ne devrait pas être au doute mais à remobiliser l'ensemble du parti autour de ce qui fait la vitalité de notre projet : notre capacité à faire entendre la voix des exploités, leurs exigences, leurs intérêts, dans l'objectif d'un affrontement avec le système qui aille jusqu'au bout.

Raymond Adams

Au sommaire